



**CTL Lardy – Renault, Ampère & prestataires**

Lundi 11 mai 2026

## **Les salaires stagnent, les prix montent... mais la colère aussi !**

**Des débrayages ont eu lieu dans des usines d'Airbus, notamment à Toulouse, pour protester contre la réduction de 2 400 euros de la prime de participation, malgré des résultats exceptionnels. Dans quelques autres secteurs aussi, les travailleurs se sont mis en lutte pour les salaires. Des mouvements limités en nombre, du moins pour l'instant, mais, face à la radinerie des patrons et aux fins de mois difficiles, seule la lutte paye.**

### **L'offensive patronale**

La hausse des prix des carburants causée par la guerre en Iran s'étend sur l'alimentaire. Elle pourrait atteindre 4 à 5 %, selon *Que Choisir*. Mais les patrons veulent imposer des augmentations qui dépassent rarement 1 %. S'ajoutent à l'inflation et aux bas salaires les licenciements, comme la fermeture annoncée d'ici 2028 de l'usine Stellantis de Poissy, les 161 annoncés à la polyclinique de Pau, les 180 chez Nestlé, ou les 206 salariés d'Arquus Saint-Nazaire, qui produit des véhicules pour l'armée – comme si le secteur de l'armement était peu profitable, surtout en ce moment ! Sans compter tous les contrats précaires, CDD ou intérimaires, non renouvelés, comme les 44 intérimaires de Arquus déjà « remerciés ».

Cette offensive est bien souvent menée par des groupes richissimes. Le tout avec l'aide du gouvernement qui refuse d'aller piocher dans les 4,96 milliards profits de Total au premier trimestre 2026, gonflés de 51 % par la guerre et la spéculation, ou dans les 9 milliards de trésorerie de Dassault et les fortunes de tous les profiteurs de guerre. Qui refuse aussi d'imposer des augmentations de salaire, mais multiplie les cadeaux, aides et commandes à ces grands groupes.

### **Des réponses se multiplient**

Pour tenter d'éteindre l'incendie, certains distribuent des primes, comme à Sevesc qui annonce une prime d'intéressement équivalent à un mois et demi de salaire, mais seulement 0,8 % d'augmentation des salaires.

D'autres font dans le mépris, comme la RATP qui a promis une prime de 100 euros, mais uniquement pour le mois de juin. Si les plus grosses primes ont pu apaiser la colère, ça en dit surtout long sur le refus d'augmenter les salaires. Quant aux autres, elles ne

peuvent être vues que comme des insultes et des provocations, et ceux qui y répondent ont mille fois raison de le faire. Comme les 220 membres du personnel administratif et technique de la fac de Nanterre, réunis en AG pour voter la grève reconductible pour la revalorisation de leurs primes, ceux de la fac Montaigne à Bordeaux, qui s'étaient mis en bagarre contre les suppressions de postes, ou la trentaine de travailleurs du Muséum d'histoire naturelle, en grève pour leurs salaires, en passant par les débrayages et grèves dans les labos, pour des augmentations de salaire et une baisse des charges de travail...

### **Question de priorités**

Pour l'instant, ces quelques grèves se font entreprise plutôt que tous ensemble. Les syndicats se gardent bien d'appeler à une mobilisation de tous ceux qui veulent mettre un coup d'arrêt à l'offensive patronale. Au contraire, ils distillent l'idée que, chacun dans son coin, boîte par boîte, la lutte serait plus facile. Quant aux politiciens de gauche, ils n'ont que la présidentielle de l'an prochain en tête.

Mais qui peut attendre un an dans le mince espoir qu'un autre président, qu'un autre gouvernement pourrait lui permettre de faire le plein et de remplir son caddie ? Les patrons et les actionnaires, eux, ne changeront pas en 2027. Ils se moquent bien des élections ! Heureusement, ce qu'aucun politicien ne pourra faire dans un an, la mobilisation massive des travailleurs peut l'imposer dès demain :

- 400 euros net d'augmentation immédiate pour tous et toutes !
- pas de salaire, pension ou allocation inférieurs à 2 000 euros net !
- interdiction des licenciements et des suppressions de postes, dans le public et le privé !

## **Les salariés Serma en L48aine ?**

Ca y est, la direction a activé le tourniquet pour séparer les salariés Serma du reste du site. Drôle de « partenariat » (c'est le mot de la direction) qui consiste à confiner les sous-traitants au L48.

Elle veut cacher quelque chose ou juste nous empêcher de nous organiser collectivement ? Pas question de se laisser découper par des hachoirs arbitraires : ouvrez les frontières !

## **Dumping anti-social**

Renault avait prévu de localiser la production de plusieurs véhicules électriques sur le site espagnol de Palencia, laissant au passage le site de Douai (qui fabrique le Scenic actuel) dans l'incertitude. Mais la presse révèle que le projet est actuellement stoppé, car Renault refuse de signer un accord avec les syndicats locaux sur les salaires et les conditions de travail, particulièrement difficiles pendant les fortes chaleurs.

La direction prétend que ces exigences sont trop gourmandes, et menace désormais de baisser les volumes de production dans cette usine et d'envoyer les nouveaux véhicules électriques sur un autre site...

Dans un pays où les ouvriers travaillent 50 heures par semaine pour un demi-SMIC espagnol ? Ou alors c'est juste une grosse manœuvre de chantage pour forcer la main aux salariés ?

## **Salariés Renault de tous les pays, unissons-nous !**

Il n'y a pas que les usines qui sont mise en concurrence. Le coup de pression sur les salariés de Palencia est du même genre que le plan de suppression de postes dans l'ingénierie : après avoir délocalisé des activités en Roumanie et au Brésil, ce sont ces sites qui sont maintenant dans le viseur de la direction.

Car l'objectif est toujours le même : mettre en concurrence les salariés pour tirer tout le monde vers le bas. Face au chantage à l'emploi patronal qui cherche à nous diviser, seule l'union fera la force.

## **Le Monopoly des constructeurs...**

La presse explique que Stellantis est en discussion avec le constructeur chinois DongFeng (autrefois marié à Renault) pour lui vendre ou partager 4 usines en Europe (Rennes, Madrid, Cassino en Italie et une usine allemande). Le chinois Leapmotors se pose aussi la question d'acheter l'usine Stellantis de Madrid, et il fabrique déjà des SUV à celle de Saragosse.

Les constructeurs chinois veulent produire des véhicules en Europe pour échapper aux barrières douanières imposées par l'UE. Leur capital intéresse les patrons européens de l'automobile qui n'utilisent pas à 100 % les capacités de leurs usines. En tout cas

ces marchandages se font en secret, dans le dos des travailleurs de tous les pays.

## **C'est qui le patron ?**

D'après une enquête de l'Agence France-Presse portant sur 7 299 stations, les prix du SP95 et SP98 ont atteint leur plus haut niveau depuis le début de la guerre contre l'Iran, lancée il y a plus de 2 mois par les États-Unis et Israël. Face à cela le gouvernement a adopté quelques mesurées mais refuse toujours de s'en prendre aux surprofits des raffineurs et des distributeurs.

Encore mieux TotalEnergies (qui a annoncé 5,8 milliards de bénéfices pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2026) a menacé les pouvoirs publics d'arrêter son « plafonnement » du prix des carburants dans ses stations-service en cas de surtaxe sur ses profits.

Et comme d'habitude, le gouvernement se couche.

## **Racisme aéroporté**

L'entreprise de sécurité Watch Over, un sous-traitant qui officie à l'aéroport de Roissy, a jeté dehors 5 salariés. Leur point commun : ils sont noirs. Leur tort ? Avoir protesté quand les responsables de l'entreprise les ont mis à l'écart lors du tournage d'un reportage TF1, et remplacés par des salariés blancs, que la direction jugeait plus présentables à l'écran...

Revancharde, elle a sanctionné et même licencié les salariés qui dénonçaient ces pratiques. Certains avaient des années d'ancienneté et refusaient juste d'être mis à l'écart pour leur couleur de peau. Le donneur d'ordres, Aéroports de Paris, dément toute forme de discrimination.

Ça s'appelle comment alors ?

## **Son altesse Bardella, candidat anti-système**

Jordan Bardella a soigneusement officialisé sa liaison avec la princesse Maria-Carolina de Bourbon des Deux-Siciles. Un conte de prince et de princesse soigneusement mis en scène par des médias d'extrême droite pour parfaire l'image très lisse du président du RN.

Après les repas de Bardella avec des grands patrons, voilà que le RN se mouille avec la haute noblesse, celle des yachts, des actionnaires et du luxe. Celle qui grenouille dans les paradis fiscaux et n'a jamais travaillé de sa vie. Jordan Bardella non plus d'ailleurs, ça leur fait un point commun !

Et l'envers des photos est moins brillant que le papier glacé des magazines : ladite Maria-Carolina est au cœur d'une sombre affaire de magouilles financières pour évincer sa sœur de l'héritage familial... Pourtant, la fortune familiale est estimée à 130 millions d'euros. Mais les riches n'aiment pas partager, c'est de notoriété publique !

Et avec ça le RN prétend encore être un parti « anti-système » ?